

plusieurs des membres du conseil exécutif jugèrent l'occasion favorable pour soulever de nouveau les prétentions de la couronne sur les biens de cette institution. Monsieur Ryland adressa une lettre, le seize avril 1819, au colonel Ready, secrétaire du duc de Richmond, afin d'attirer l'attention du gouverneur sur la question.

“ Si vous considérez,” écrivait-il, “ la prodigieuse valeur que vont acquérir les biens de Saint-Sulpice par la confection du canal de LaChine, vous comprendrez, comme moi, de quelle conséquence il est d'affirmer et de déclarer les droits de sa majesté sur ces biens ; un protêt, j'en suis certain, en ouvrant les yeux du public sur la nullité des titres du séminaire, portera cette corporation à se confier à la libéralité de la couronne, et offrira ainsi au gouvernement le moyen de conclure un arrangement financier, au moyen duquel il sera délivré de l'obligation de recourir à la chambre d'assemblée pour obtenir des fonds pour la liste civile.”

Sir John Sherbrooke avait été forcé, par la maladie, de renoncer au gouvernement de la province ; les Canadiens l'avaient vu partir avec chagrin. “ La province et le clergé,” écrivait M. Roux, “ font des vœux ardents pour son rétablissement. La religion, dans ce pays, lui a les plus grandes obligations. C'est bien le gouverneur qui l'a le mieux traitée et a fait le plus pour elle.” *

* Lettre de M. Roux, 19 février 1818.